

JOSEPH LANET MÉMOIRES DE RÉSISTANCE

JOSEPH LANET

DELATOUR FRANCE pierresvives

JOSEPH LANET

MÉMOIRES

DE RÉSISTANCE

La création et l'organisation de l'Armée secrète
à Béziers, Saint-Pons, Bédarieux et Narbonne



ÉDITIONS DELATOUR FRANCE

CONSEIL GÉNÉRAL DE L'HÉRAULT

Les *Mémoires de Résistance* de Joseph Lanet sont éditées avec l'autorisation de Bernard Regnier-Lanet.

Recherches historiques, maquette et mise en page : Annabelle Lebarbé

Coordination : Damien Vaisse

Photographie de couverture : Cérémonie à Fontjun le 10 juin 1945. Joseph Lanet est à la sixième place depuis la gauche (voir cahier central, p. VI).

N° de publication : DLT 1161

© 2010 by Editions Delatour France

Le Vallier - 07120 Sampzon

www.editions-delatour.com

ISBN 978-2-7521-0086-3

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays. Le code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 n'autorisant, aux termes de l'article L.122-5, 2^e et 3^e a), d'une part, « que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, « que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustrations », « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou ayants cause, est illicite » (article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction par quelque procédé que ce soit constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

AVANT-PROPOS

AU moment où toute la France célèbre le soixante-dixième anniversaire de l'appel du 18 juin, le département de l'Hérault a choisi de publier les *Mémoires de Résistance* de Joseph Lanet.

Joseph Lanet fut de ceux qui répondirent à cet appel, à son retour de captivité en Allemagne. Son action dans la Résistance trouva, après la Libération, son prolongement naturel dans l'engagement politique, comme pour son camarade de Résistance Jean Bène, président du Conseil général de l'Hérault de 1951 à 1979.

Le récit de Joseph Lanet n'est pas seulement un témoignage historique de première importance pour l'histoire de la Résistance dans notre département ; c'est aussi un récit très vivant qui restitue le quotidien des Héraultais sous l'Occupation, leurs peurs, leurs espoirs, la solidarité mais aussi les haines, l'engagement de beaucoup jusqu'aux derniers combats de la Libération.

L'édition du manuscrit des *Mémoires* de Joseph Lanet, aujourd'hui conservé aux Archives départementales de l'Hérault, illustre bien les ambitions de Pierresvives, Cité des savoirs et du sport pour tous, qui regroupera, dans un nouveau quartier, les Archives départementales, la Direction départementale du livre et de la lecture et l'office départemental Hérault Sport. J'ai voulu que Pierresvives soit un lieu de partage et de transmission de la mémoire et des savoirs, un lieu favorisant l'élaboration des connaissances, dans une logique d'éducation tout au long de la vie et d'épanouissement. Puissent les *Mémoires de Résistance* de Joseph Lanet y contribuer en rappelant à chacun le succès final, aux heures sombres de notre Histoire, des valeurs humanistes portées les Résistants.

André Vezinbet
Président du Conseil général,
Député de l'Hérault

DE P U I S longtemps le Département s'est investi dans le soutien au monde combattant, notamment par l'aide aux associations d'anciens combattants et victimes de guerre, ainsi qu'au Centre historique de la Résistance et de la Déportation de Castelnau-le-Lez. Chaque année le Département apporte également sa contribution à l'organisation du Concours national de la Résistance et de la Déportation qui permet de confronter les jeunes au devoir de mémoire.

Les Archives départementales de l'Hérault sont, avec d'autres, les gardiennes des traces de cette histoire combattante. Elles ont recueilli de nombreux fonds d'archives d'associations patriotiques d'anciens résistants et déportés, et conservent la mémoire de la période de guerre en enregistrant les témoignages des acteurs encore vivants de cette époque.

Le fonds Joseph Lanet est très certainement l'un des fleurons des fonds sur la Résistance dans le département, et c'est une chance de pouvoir publier aujourd'hui les *Mémoires de Résistance* de Joseph Lanet, plus de trente-cinq ans après leur rédaction, alors que le manuscrit, dispersé, incomplet, serait resté voué à l'oubli, n'étaient la ténacité et l'ardeur des quelques personnes qui en permettent aujourd'hui la publication, avec les Archives départementales, dans une édition soucieuse d'éclairer le texte par une présentation historique de la période de guerre dans notre département.

C'est pour lutter contre cet oubli qui menace des événements pourtant récents et constitutifs de notre histoire que le Département s'engage à œuvrer, afin de maintenir active la transmission de la mémoire combattante.

Pierre Maurel
Vice-président du Conseil général de l'Hérault,
délégué à l'éducation pour tous et à l'administration générale

PROLÉGOMÈNES

LE 16 septembre 1973, un avion en provenance de New York atterrit sur l'aéroport de Mexico où une délégation officielle attend le représentant du président de l'Assemblée nationale, Edgar Faure, chargé d'une visite exploratoire en Amérique du Nord : Joseph Lanet.

À la descente de l'avion, celui-ci s'écroule, victime d'une crise cardiaque foudroyante.

Évacué en urgence à l'Institut national de cardiologie de Mexico, il reste cinq jours en soins intensifs puis après trois semaines d'hospitalisation, il est rapatrié sanitaire à Paris le 9 octobre 1973.

Au repos forcé, confiné dans sa chambre, il décide de rédiger ses mémoires en commençant par une période marquante de sa vie : son action dans la Résistance dans la région de Béziers, quand en mars 1942, Chauliac, chef régional de l'Armée Secrète, lui dit : « Ta mission sera d'organiser l'Armée secrète dans ce département de l'Hérault ».

L'existence d'une petite valise en carton, format 27x41x12, qui l'a suivi dans ses nombreux déménagements, lui fournit les documents d'époque sur lesquels s'appuyer. Il entre en contact avec les anciens de son réseau, dont Francis Jouvin, alias Cabrol, Pagès alias Dessenne, Jean Durand alias Roch et Jean Bène, alors président du Conseil Général de l'Hérault.

Le travail avance, et le dimanche 25 août 1974 il participe au repas du « Groupe Cabrol », avant d'assister à un dépôt de gerbe au Mur des Fusillés de Béziers.

Quelques jours après, le 6 septembre 1974, victime d'un infarctus massif, il décède à Rivesaltes, alors qu'il était en vacances chez son beau-frère.

Cette disparition brutale laisse ses amis désemparés et le travail inachevé.

Francis Jouvin, en allant récupérer les documents personnels qu'il avait prêtés, apprend, auprès de la secrétaire chargée de la frappe des mémoires, que Joseph Lanet l'a désigné pour conserver, en cas de décès, le manuscrit et les documents sur la Résistance se trouvant à son bureau et à son domicile, rue de l'Assomption à Paris, en attendant que la famille se manifeste.

Trente-deux ans plus tard, en septembre 2006, mon cousin Bernard Roger, médecin à Bordeaux, me fait parvenir, suite au décès de notre tante commune, Raymonde Lanet, née Roger, une pochette contenant 118 feuillets dactylographiés, laissée par notre oncle : Joseph Lanet.

Devant l'intérêt historique de ces mémoires, je confectionnais en y ajoutant d'autres documents familiaux, un polycopié que je faisais parvenir au Centre régional d'histoire de la Résistance et de la Déportation de Castelnau-le-Lez, près de Montpellier.

Son président, Pierre Duviols, m'informait le 13 mars 2008 que son prédécesseur, André Dau, qui avait activement participé à la Résistance au sein de l'Armée secrète de Béziers, l'avait lu et qu'il pensait qu'il existait une suite détenue par Francis Jouvin alias Cabrol. André Dau a chargé Pierre Duviols de retrouver ces archives.

Il obtint de Francis Jouvin la restitution de ces documents qui se révélèrent la suite des mémoires, une grande partie étant manuscrite. Entre temps André Dau est décédé et n'a pas connu l'heureux dénouement du sort de ces archives.

C'est donc par un concours de circonstances vraiment extraordinaire que j'ai pu réunir l'ensemble de ce témoignage. Il ne me restait plus qu'à le transcrire afin de le rendre accessible au plus grand nombre.

Grâce à M. Pierre Maurel, conseiller général, qui a très bien compris l'importance de cette édition, à M. Vezinhet qui a donné son accord, grâce aussi aux Archives départementales de l'Hérault qui en permettent la réalisation, comme son rédacteur, Joseph Lanet l'avait souhaité et suivant les vœux de Francis Jouvin, nous espérons que le récit qui va suivre permette « aux historiens de mieux cerner la vérité lorsqu'ils écriront l'histoire de la Résistance dans le Biterrois », région R3-2 pour les résistants.

Guy Roger

15 décembre 2009



Cérémonie au Mur des Fusillés du Champ de Mars de Béziers
pour la fête de la Libération, dimanche 27 août 1944.

Coll. Francis Jouvin. Reproduction dans le fonds Lanet, Archives départementales de l'Hérault, 177 J 27.

Docteur Bonald

Joseph Lanet

Pierre Malafosse



Émile Tourrenc

Docteur Simorre

François Raynaud

PRÉFACE

F ILS de Joseph Lanet, marchand de nouveautés, et de Lucie Bonnafous, Joseph Lanet naît le 20 décembre 1912 à Puisserguier (Hérault). Il grandit dans sa ville natale avec ses deux frères, Henri son aîné et Jean son cadet. Alors qu'il n'est âgé que de douze ans, son père meurt et sa mère se retrouve seule pour élever ses trois garçons. Joseph poursuit ses études secondaires en classe de philosophie au collège Saint-Benoît-d'Ardouane à Riols, où il est un très bon élève. Il continue ensuite à l'université de droit de Montpellier. Il y rencontre nombre de ses amis ainsi que Raymonde Roger-de Battisti, sa future épouse.

Le 16 avril 1934, Joseph Lanet est affecté comme 2^e classe au 94^e régiment d'artillerie de montagne (RAM) ; promu brigadier-chef le 18 janvier 1935, il est maintenu sous les drapeaux jusqu'au 6 juillet 1935, en application de l'article 40 de la loi du 31 mars 1928.

Au retour du service militaire, Joseph Lanet épouse Raymonde Roger-de Battisti à Perpignan le 8 janvier 1936. La même année, il fonde son cabinet d'assurances à Béziers et s'installe dans cette ville. La guerre est proche. Le 26 août 1939, Joseph Lanet est mobilisé comme brigadier-chef ; il rejoint Saint-Laurent-du-Var où il est affecté au 94^e RAM. Le 3 septembre 1939, la France entre en guerre contre l'Allemagne.

Le 27 avril 1940 il est nommé maréchal des logis. Fait prisonnier le 8 juin 1940, il est interné au stalag XB. Le 15 mars 1941, il est rapatrié sanitaire en simulant une sciatique¹ et démobilisé le 1^{er} avril 1941. Il regagne Béziers et reprend son cabinet d'assurances.

En février ou mars 1942, un de ses amis, Malafosse, lui propose d'organiser la Résistance à Béziers. Le récit de son action dans la Résistance commence par cet épisode et s'achève peu avant la libération de Béziers. Au cours de ces années de guerre, Joseph Lanet a organisé l'Armée secrète comme chef départemental puis a exercé les fonctions de chef départemental des Mouvements unis de la Résistance.

Son engagement dans la Résistance conduit Joseph Lanet à entrer en politique à la Libération. Directeur départemental du Mouvement de libération nationale, il est l'un des fondateurs du journal *Béziers républicain*, qu'il dirige ; il est également conseiller municipal, adjoint au maire de Béziers. En 1946, il fait partie des fondateurs de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR). Élu député de la Seine aux élections législatives du

1. Un camarade médecin lui avait appris à reproduire avec beaucoup de précisions tous les symptômes de la sciatique. *Précisions apportées par Bernard Regnier-Lanet.*

17 juin 1951, il se démet de son mandat de secrétaire général de l'UDSR dont il déplore les divisions internes et certains choix politiques.

Le 19 juin 1954, Joseph Lanet est appelé par Pierre Mendès-France comme secrétaire d'État à l'Enseignement technique dans son cabinet. Après le renversement du gouvernement, Lanet revient à l'Assemblée nationale en février 1955 pour seulement quelques mois, car il n'est pas réélu le 2 janvier 1956.

Il poursuit sa carrière politique et devient en 1957 secrétaire de la Fédération de la Seine du Centre républicain. Le 8 juin 1958, les élections au Conseil de la République l'élisent sénateur de la Seine sur une liste présentée par le Centre républicain. À son arrivée au Sénat, il s'inscrit comme membre apparenté au groupe de la gauche démocratique et devient membre de la commission des Affaires étrangères¹.

Lors des élections du nouveau Sénat le 26 avril 1959, Lanet se représente. Mais le contexte politique ne lui est plus favorable. Il s'allie avec Bernard Lafay, ministre de la Santé publique sous le deuxième gouvernement d'Edgar Faure : ils fusionnent la liste du Centre républicain avec celle du Centre national des indépendants. Lanet figure en sixième position de la liste qui n'obtient que cinq sièges.

Parallèlement à son activité politique, Lanet fait carrière dans le monde des affaires. Il est président délégué de la Compagnie générale africaine, vice-président du Consortium du Nord et membre du conseil d'administration de la société de transactions immobilières Ponthieu-La Boétie.

Suite à l'élection de Bernard Lafay comme député de la Seine en mars 1967 Joseph Lanet lui succède sur son siège laissé vacant au Sénat. Il prend aussi la place de Bernard Lafay à la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des Forces armées, mais montre surtout son intérêt et sa lucidité sur les questions d'éducation. Lors du renouvellement du Sénat le 22 septembre 1968, Lanet décide de ne pas se présenter. Il privilégie désormais la réflexion à l'action. Aux côtés d'Edgar Faure, il fait partie du Nouveau contrat social où il est le seul permanent.

Le 16 septembre 1973, en voyage officiel au Mexique, Joseph Lanet est victime d'une crise cardiaque à sa descente d'avion. Hospitalisé sur place, il est ensuite rapatrié à Paris. C'est à cette période qu'il décide de rédiger ses mémoires. Le 25 août 1974, il assiste à un dépôt de gerbe au Mur des Fusillés de Béziers ; il retrouve ses amis de la Résistance. Moins de deux semaines après, le 6 septembre 1974, il meurt à Rivesaltes d'un second infarctus.

La naissance de la Résistance dans l'Hérault

Après neuf mois de combat, Pétain signe l'armistice à Rethondes le 22 juin 1940. Tout comme Joseph Lanet, un million et demi de soldats français sont fait prisonniers et, pour

1. *Dictionnaire des parlementaires français : notices biographiques sur les parlementaires français de 1940 à 1958*, t. 5, p. 64-65.

CHAPITRE PREMIER

FÉVRIER 1942

« Ta mission sera d'organiser dans ce département l'Armée secrète »

AUTANT que je m'en souviene, cela a commencé pour moi un soir de février ou au début de mars 1942.

J'avais été fait prisonnier dans l'Oise le 8 juin 1940 au moment de l'offensive de la Somme. Emmené en Allemagne en kommando agricole dans la région de Brême, je réussis à me faire hospitaliser rapidement, et fus finalement rapatrié comme malade en mars 1941. Il me fallut quelques mois pour retrouver des forces, car à mon retour en France, je pesais soixante kilos, alors qu'avant la guerre mon poids normal était de quatre-vingts kilos.

J'habitais à cette époque Béziers où, dès 1936, je m'étais installé comme agent général d'assurances. J'étais originaire des environs, né à Puisserguier, village de trois mille habitants, situé à quinze kilomètres de Béziers.

J'avais retrouvé, à mon retour d'Allemagne, mon cabinet d'agent d'assurances, géré, aussi bien que possible, pendant la guerre, par la secrétaire que j'avais laissé en place, et par ma femme qui, avec l'aide de certains inspecteurs, s'était initiée à un travail qui lui avait toujours été étranger.

J'avais retrouvé également un certain nombre de mes amis avec lesquels j'avais été étudiant à la faculté de droit de Montpellier, et qui avaient eu la chance d'échapper à la captivité. Certains étaient favorables au régime de Vichy, d'autres – dont mon ami Malafosse, jeune avocat au barreau de Béziers – y étaient résolument hostiles. Malafosse avait milité avant la guerre, dans les jeunesses socialistes, alors que j'étais, à ce moment-là, plutôt séduit par l'Action française. Mais depuis mon retour de captivité, nous nous retrouvions souvent le soir à l'heure de l'apéritif, et nous promenions, comme beaucoup d'habitants de la ville, sur les allées Paul-Riquet. C'était la promenade favorite des bitterois de dix-huit heures à dix-neuf heures trente ou le matin aux environs de midi. Au cours de nos conversations déambulatoires, il y avait été longuement question de la guerre, de ma captivité, des durs séjours dans les camps et des conditions de mon retour.

À partir de juin 1941, avec la guerre contre la Russie, nos conversations portaient fréquemment sur les opérations militaires, sur l'avance allemande et la Résistance russe.

Nous étions inquiets au début de l'offensive devant la fulgurante avance allemande. Mais dès que la résistance russe commença à se faire sentir et à retarder cette avance, c'était avec passion que nous commentions tous les jours les renseignements que nous avions.

Bien entendu, j'étais revenu d'Allemagne fort mal disposé à l'égard des Allemands, et j'écoutais la radio anglaise qui représentait à nos yeux le seul élément d'information valable.

En effet, alors que certains de mes autres amis avaient accepté la défaite et pensaient que la politique du maréchal Pétain était la seule qui pût sauvegarder ce qui restait de la France, je pensais au contraire qu'il faudrait sans doute un jour reprendre le combat. Je dois à la vérité de dire que je n'avais cependant pas envisagé de rejoindre les Forces françaises libres. Cela pour plusieurs raisons : je n'ai jamais aimé les services militaires ; or j'avais terminé celui-ci en 1935, après avoir fait quinze mois de service au lieu de douze prévus, ceci à cause d'Hitler. Je venais de faire dix mois de guerre jusqu'en juin 1940 et dix mois de captivité jusqu'en mars 1941 ; et je n'avais aucune envie de reprendre l'habit militaire. En outre, j'étais marié et la guerre avait fortement compromis mon cabinet d'assurances que j'avais beaucoup de mal à faire repartir.

Ceci étant dit, j'étais anglophile, car en Allemagne le seul moment où nous avions l'impression que la guerre n'était pas perdue, était lorsque des avions anglais venaient au-dessus de Brême. En outre, si je n'aimais pas la condition militaire, je n'acceptais pas non plus la défaite de la France. Ceci expliquera mon adhésion à la Résistance, qui était une forme de la guerre, mais sans uniforme et avec une discipline tout autre que celle de l'armée. J'ai toujours eu un tempérament de combattant, mais un combattant Franc-Tireur.

Aussi nos conversations, le long des rangées de platanes des allées Paul-Riquet, se faisaient-elles en supputant les chances d'échec de l'Allemagne et les possibilités de victoire des Anglais.

Un soir, à l'heure habituelle, et dans la nuit tombante, Malafosse me dit tout à coup :

« Je sais que tu n'aimes pas les Allemands ; toutes nos conversations m'ont fixé à ce sujet. Accepterais-tu de reprendre le combat en organisant la Résistance dans notre ville ? Je te dirai comment il faut t'y prendre ; je te donnerai certains contacts, et tu verras alors de quelle manière tu peux agir. Pour ma part, je puis aujourd'hui te le dire, j'appartiens déjà à une organisation qui est en relation avec Londres. Je risque d'être surveillé, découvert, peut-être arrêté, et il serait bon que quelqu'un d'autre puisse travailler dans le même sens. Tu as une profession qui te permet de te déplacer tous les jours, tu es en contact avec beaucoup de monde et tu es un bon organisateur. Par conséquent, de ce côté-là, les choses seront faciles, et tu pourrais travailler sans donner l'éveil. Mais il y a des risques, tu les connais. Si tu es pris, c'est la prison, la torture et sans doute la mort ou la déportation.

CHAPITRE III

AOÛT - NOVEMBRE 1942

*L'organisation s'étend aux villages. — Rencontre avec Henri Frenay,
représentant national de Combat.*

L'ÉTÉ était venu, ce qui rendait les déplacements plus faciles; mais en même temps, les visites plus aléatoires, car beaucoup d'habitants de la ville étaient partis vers la montagne où le ravitaillement était beaucoup plus facile et la nourriture plus abondante et meilleure.

Cependant Malafosse m'avait, entre-temps, fait rencontrer le responsable de la CGT, avec qui j'avais noué rapidement des contacts. Il s'appelait Montagné, travaillait à la grande usine métallurgique de Béziers, les établissements Fougà. Je l'avais mis en relations avec Raynaud et Tourrenc, et il participait parfois à certaines de nos réunions. Il était chargé d'établir la liaison avec les ouvriers de cette usine ou les autres cadres de la CGT qui étaient déjà, eux aussi engagés dans la lutte contre Vichy.

J'ignorais, à ce moment-là, qu'il était communiste, mais c'est par lui que, plus tard, j'obtins le contact avec un responsable du parti.

J'étais aussi entré en contact avec l'équipe que j'avais rencontrée au premier rendez-vous chez Malafosse. Il s'agissait de Robert, Lucille et Broudet, qui appartenaient au parti socialiste, alors que Robert fut le premier responsable du mouvement Combat pour lequel il avait été contacté par Renouvin qui fut le premier organisateur de ce mouvement dans la région.

Robert et ses amis avaient déjà organisé la diffusion de certains tracts et même de certains journaux, mais la chose était restée occasionnelle et épisodique, car les relations n'étaient pas encore bien établies et les journaux ne parvenaient qu'irrégulièrement.

Ils avaient avec eux un important propriétaire rural de la région, M. Verriès, que j'eus l'occasion de rencontrer par la suite et qui ne cachait pas ses sentiments pro-anglais et gaullistes. Il était même un peu imprudent à l'époque où la zone libre n'avait pas encore été envahie par les Allemands.

L'équipe Robert travailla toujours de son côté, surtout dans le domaine de la propagande. Ma liaison avec eux était assurée, mais pour le moment mon objectif était limité à l'organisation de l'Armée secrète et j'entendais m'y tenir.

Il était donc important d'organiser maintenant la campagne en commençant par les principaux centres ou les chefs-lieux de canton.

Par le canal de mon adjoint Tourrenc, je pus prendre contact avec un industriel de Saint-Pons, Émile Fontès. La petite ville de Saint-Pons était un nœud routier et ferroviaire important qui commandait l'accès au littoral si l'on venait de la montagne et qui, dans l'autre sens, permettait d'atteindre Castres et Albi, au cœur de la montagne Noire, tandis que vers l'ouest une autre route ouvrait une voie d'accès vers Carcassonne et qu'à l'est le train suivait la vallée du Jaur qui se continuait jusqu'à Bédarieux. Au nord, enfin une route difficile attaquait les Cévennes vers Saint-Affrique et Rodez par Le Salvetat et Lacaune. Saint-Pons se trouvait au cœur des montagnes, à la limite nord-ouest du département, dans une région naturellement désignée pour l'organisation de centres de repli ; on ne parlait pas encore de maquis à cette époque.

Nous nous rendîmes donc à Saint-Pons avec mon adjoint Tourrenc, par le moyen d'un autobus qui mettait presque deux heures pour accomplir les cinquante kilomètres qui séparaient cette ville de Béziers. Il faut dire que la route était relativement difficile pour les autobus à gazogène qui assuraient la liaison de Saint-Pons à Béziers.

Dès notre arrivée à l'usine de textiles qui se trouvait à un kilomètre de la ville environ et tout près de la gare, nous fûmes reçus très cordialement par Émile Fontès qui avait été prévenu de notre arrivée. Émile Fontès et son beau-frère Raoul, que je connus un peu plus tard, étaient aussi des francs-maçons qui n'avait jamais caché leurs opinions. Il existait d'ailleurs une loge maçonnique à Saint-Pons ; elle avait été fermée, mais toute la ville savait que les beaux-frères en étaient les animateurs.

Émile Fontès était un homme de trente-cinq à quarante ans qui avait une allure étonnamment jeune et qui nous donna immédiatement son accord pour travailler avec nous. Il connaissait déjà Robert avec qui il avait été en relations depuis six mois environ, mais, dans une petite ville, il n'était pas possible dès le départ, d'avoir plusieurs responsables, car le recrutement était limité. Ensuite Fontès nous reçut donc avec enthousiasme et nous promit son concours le plus total. Nous le désignâmes comme responsable d'un très grand secteur qui comprenait au sud-ouest Olonzac, un autre chef-lieu de canton assez excentré par rapport à Béziers ; à l'ouest Olargues, et au nord La Salvetat.

Enfin Fontès y connaissait tout le monde, car son usine le mettait en relations avec la plupart des villages voisins. Ajoutons que la pénurie de textiles était déjà fort grande à ce moment-là, et que l'usine ravitaillait en vêtements tous les villages des environs à des prix qui étaient bien loin de ceux du marché noir.

Émile Fontès jouissait de la sympathie de la population et grâce aux relations qu'il avait, représentait pour nous un élément de premier ordre dans l'organisation du département.

CHAPITRE IV

LE DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1942

Occupation de la zone libre. — L'organisation se complète.

LE 8 novembre 1942, vers midi, les nouvelles les plus contradictoires couraient dans Béziers. Il était question d'un débarquement des Alliés ; les uns prétendaient que ce débarquement avait lieu en France, les autres affirmaient que c'était en Afrique du Nord. Finalement, dans la journée, la radio de Vichy confirma la nouvelle d'une opération des Alliés sur les côtes du Maroc et de l'Algérie. À en croire la radio officielle, des combats avaient lieu et l'opération était loin d'être une réussite. Le lendemain, cependant, force lui fut bien d'admettre que le Maroc et la plus grande partie des ports algériens avaient été occupés par les Alliés qui s'étaient présentés en force. Le bruit courut aussitôt que le maréchal Pétain avait quitté la France pour Alger où il reprendrait le combat contre les Allemands.

Pendant plusieurs jours, l'indécision persista et l'équivoque fut entretenue par la présence à Alger de l'amiral Darlan. Pour certains, il ne faisait aucun doute qu'il avait rejoint les Alliés ; pour les autres, il était déjà prisonnier des Allemands et n'était plus libre de ses mouvements. Pendant l'intervalle qui s'écoula entre le débarquement allié, le 8 novembre, et l'invasion de la zone libre par les troupes allemandes le 11, toutes les conversations portèrent uniquement sur l'attitude que l'on prêtait au maréchal Pétain.

Lorsque, le 11 novembre au soir, nous vîmes arriver des troupes allemandes, les doutes furent abolis, Pétain n'était pas parti. L'ère de la collaboration allait commencer en zone sud.

Ce fut à la nuit presque tombante que les premiers détachements allemands pénétrèrent dans la ville, précédés par des motocyclistes semblables à ceux que nous avions vus sur le front en mai et juin 1940.

L'invasion de la zone libre s'effectuait sous nos yeux et j'assistais une fois de plus, la rage au cœur, à l'arrivée des Allemands qui détruisaient ainsi définitivement la fiction de la liberté.

J'étais dans un tel état d'esprit que je faillis commettre des imprudences. Fort heureusement je me trouvais avec Joseph Salazar, un restaurateur de Béziers, un résistant fidèle qui nous rendit des services inappréciables. Nous assistions tous les deux à cette arrivée des troupes allemandes sur les allées Paul-Riquet, au centre de la ville ; nous étions en novembre, la nuit tombait déjà car c'était la fin de l'après-midi, elle tombait déjà aussi sur toute la zone libre.

Les événements provoquèrent un sursaut patriotique chez certains qui tentèrent, à ce moment-là, de rejoindre la Résistance. Ils furent cependant fort peu nombreux. Par contre d'autres qui, il y a quelques jours à peine, affichaient des sentiments anglophiles et déclaraient ouvertement qu'ils écoutaient la radio de Londres, ceux-là devinrent singulièrement prudents et discrets. L'arrivée des Allemands nous faisait découvrir le risque et le danger de pareilles positions. Pour se donner bonne conscience et tenter de justifier leur nouvelle attitude, ils parlaient volontiers du souci de la sécurité de leurs familles et de la crainte des représailles collectives.

Pour moi qui avais voulu rejoindre le combat, j'étais exaucé puisque la lutte clandestine allait devenir beaucoup plus difficile et dangereuse ; mais sans doute aussi plus efficace. Si j'avais la rage au cœur en voyant à nouveau déferler sur notre pays, dans ma ville, dans nos villages, les troupes allemandes, je n'avais plus aujourd'hui le sentiment d'impuissance que j'avais éprouvé le 8 juin 1940 quand j'avais été fait prisonnier. Je savais maintenant que je pouvais continuer la lutte, je portais sur mes épaules la responsabilité de ce combat et j'étais disposé à l'assumer plus pleinement que jamais. Je me rendais compte qu'à partir d'aujourd'hui, les conditions de la lutte clandestine changeaient. Jusqu'à ce jour, en effet, nous avions travaillé dans l'ombre certes, mais avec le sentiment que si la police venait à nous arrêter, nous pourrions toujours faire état de notre patriotisme. Il nous semblait, en grande partie à tort d'ailleurs, qu'une certaine complicité pouvait exister sur le plan local entre la police de Vichy et nos organisations. C'est-à-dire que leur surveillance n'était pas aussi stricte ou aussi sévère qu'elle allait le devenir. Peut être parce qu'elle ignorait notre existence, peut être parce qu'elle ne nous prenait pas au sérieux, peut être parce que la recherche et l'arrestation des patriotes lui apparaissait encore comme une trahison.

Il était désormais certain que la police allemande allait prendre en main la police française. La redoutable Gestapo, dont le nom faisait toujours passer un frisson dans notre dos, aller maintenant nous surveiller, et nous savions que cette surveillance serait étroite. Nous savions aussi qu'en cas d'arrestation il n'y avait aucune pitié à attendre, ce serait la déportation ou la mort.

Ce que nous ne savions pas encore, par contre, c'est qu'un certain nombre de Français, les uns par cupidité et par esprit de lucre, les autres par un fanatisme anglophobe ou par une déviation extraordinaire de leur patriotisme, allaient se faire non seulement les complices, mais les serviteurs des Allemands pour nous dénoncer ou nous faire arrêter en s'infiltrant dans nos rangs. De toute façon, l'ennemi était là parmi nous, il devenait donc nécessaire d'appliquer pleinement les consignes de sécurité et notamment le cloisonnement. Il fallait



Joseph Lanet

Jean Montagné

Francis Jouvin

Cérémonie au cimetière de Nissan-lez-Enserune en hommage aux victimes de Fontjun,
vers le 15 septembre 1944.

Coll. Francis Jouvin. Reproduction dans le fonds Lanet, Archives départementales de l'Hérault, 177 J 27.

CHAPITRE VIII

21 AOÛT 1943

Première tentative d'arrestation par la Gestapo. — Lanet entre dans la clandestinité totale et devient Barthès.

C H A C U N arriva à constituer un groupe de huit hommes dont l'efficacité se manifesta directement au cours des combats pour la Libération de Béziers. En même temps, Fabre et Bayle me fournissaient régulièrement tous les renseignements qu'ils pouvaient obtenir sur les individus qui travaillaient pour le compte de la Gestapo.

Ce fut grâce à ces renseignements que je pus échapper personnellement à l'arrestation que la Gestapo tenta contre moi.

J'étais parti au mois d'août 1943 pendant la première quinzaine d'août, en vacances chez mon frère qui habitait Clermont-Ferrand, dans le Puy-de-Dôme. Il avait loué une maison à Blesle, dans la Haute-Loire et venait de m'inviter à l'y rejoindre pendant le mois d'août¹. Comme, d'une part, mon activité de résistant jointe à mon travail d'agent d'assurances prenait toutes mes heures disponibles, j'avais besoin de repos. D'autre part, la Haute-Loire ne souffrait pas de restrictions alimentaires et représentait un paradis gastronomique pour les affamés que nous étions. Le beurre, le lait, les oeufs, les charcuteries : jambon, saucisson, *etc...* pouvaient se trouver facilement à Blesle alors qu'à Béziers et dans la région ces denrées étaient rarissimes et hors de prix au marché noir.

C'était donc pour moi l'occasion de prendre quelque repos et de refaire des forces neuves en vue de l'année à venir qui s'annonçait encore plus difficile que la précédente.

Avant de partir en vacances, j'avais reçu un certain nombre de messages de Fabre, me signalant qu'un dénommé Roger venait d'arriver à Béziers et travaillait pour le compte de la Gestapo. J'avais noté l'information dans ma mémoire parmi tant d'autres.

Je revins de vacances le 18 août 1943 et, le 21 août au matin, vers dix heures, alors que je dictais mon courrier professionnel à ma secrétaire, je reçus une communication téléphonique de la part d'un M. Roger, qui voulait me voir d'urgence pour une affaire

1. Voir la photo p. II du cahier central.

d'assurance. Il me demandait si je comptais rester encore quelques temps à mon bureau et, dans l'affirmative, m'annonçait sa visite dans le quart d'heure qui suivrait pour traiter une importante affaire.

Fort heureusement pour moi, et comme pour tous mes amis responsables de la Résistance, nos sens étaient toujours en éveil et nous flairions d'une certaine manière le danger.

Aussitôt, dans ma mémoire, surgit le message que m'avait adressé Fabre, il y avait de cela un mois, au sujet d'un nommé Roger, qui travaillait pour la Gestapo. Pour gagner du temps, j'acceptai de recevoir mon interlocuteur dans le quart d'heure. Aussitôt je sortis de mon bureau qui se trouvait au premier étage d'un immeuble situé 22 allées Paul-Riquet à Béziers, tout près du théâtre municipal. Je déclarai à ma secrétaire, qui ignorait tout de mes activités de résistant, que je devais sortir pour quelques minutes. Je lui indiquai en outre que j'avais donné rendez-vous à M. Roger et lui demandai de le faire attendre s'il venait au bureau avant que je ne sois de retour.

Comme les allées Paul-Riquet sont une grande esplanade plantée de platanes et toujours remplie de promeneurs, je décidai de me mêler à la foule pour essayer de voir qui allait venir à mon bureau. Je n'eus pas longtemps à attendre. Quelques instants après, une Citroën noire avec plaque minéralogique portant les lettres POL s'arrêtait devant mon bureau. Trois hommes en imperméable en descendaient et s'engouffraient dans la porte du couloir qui conduisait à l'escalier menant à mon bureau. C'était la Gestapo qui venait m'arrêter¹.

Cela me fit un drôle de creux dans l'estomac. Tout d'un coup je réalisai quelle chance je venais d'avoir d'échapper ainsi à l'arrestation ; j'eus peur après coup, si je puis ainsi dire.

Il me fallait absolument gagner du temps pour prévenir ma femme et préparer ma fuite. J'allai donc au café le plus proche d'où je téléphonai à ma secrétaire :

« Pouvez vous me dire si mes visiteurs sont arrivés, lui dis-je ?

— Oui, me répondit-elle ; ils vous attendent.

— Demandez-leur quelques instants de patience, je suis retardé par un client mais je reviens dans cinq à dix minutes. »

Elle transmit le message et me donna l'assurance qu'ils m'attendraient.

Comme elle n'était au courant de rien, elle joua son rôle avec un naturel parfait et avec beaucoup d'amabilité. Et ils attendirent...

Je montai immédiatement à mon domicile, qui était tout près de là, et je prévins ma femme que la Gestapo était venue m'arrêter. Je lui demandai d'aller se réfugier chez mes parents à Puisserguier, où nous avions l'habitude d'aller passer le week-end en vélo. Puisserguier se trouvait seulement à quinze kilomètres de Béziers. Elle me promit de partir le plus tôt possible. Je rassemblai un peu de linge dans une petite valise et partis à

1. Sur cette tentative d'arrestation, comme sur celle qui suivra à Puisserguier, le fonds Lanet contient le témoignage d'une jeune femme travaillant pour la Gestapo, interrogée après la Libération par le Bureau de surveillance du territoire (Archives départementales de l'Hérault, 177 J 19).

CHAPITRE X

DÉCEMBRE 1943

Le problème des armes. — Premier contact avec les communistes.

DEUX problèmes se posaient à nous avec insistance à l'échelon départemental : les armes ; les contacts avec les communistes.

Pour les armes, malgré nos réclamations permanentes à l'échelon régional, soit au cours de nos réunions, soit à l'occasion d'échanges de courrier, rien ne nous était encore parvenu, aucun parachutage n'avait eu lieu dans la région.

Lecire, à qui j'avais à maintes occasions fait part de notre demande et de la lassitude qu'inspiraient à nos troupes des promesses qui ne se réalisaient jamais, m'avait promis d'essayer de m'en procurer dès que cela lui paraîtrait possible. Il devait tenir sa parole dans le courant du mois de décembre.

Pour le contact avec les communistes, je m'en étais ouvert à plusieurs reprises à Montagné, alias Mistral, qui était depuis le début à nos côtés et qui, en tant que représentant de la CGT, devait bien avoir le contact avec eux. Il m'avait lui-même confirmé qu'il avait pu avoir des relations avec certains membres du parti communiste, mais pour le moment ceux-ci ne paraissaient pas disposés à désigner un de leurs responsables pour un contact avec le représentant départemental de la Résistance que j'étais. Cependant, un jour de décembre 1943, Montagné me fit prévenir par mon agent de liaison qu'il désirait me rencontrer pour une communication personnelle, importante et urgente.

Je lui fixai aussitôt, par le même canal, un rendez-vous pour le lendemain à la nuit tombée, car c'était l'heure où je pouvais sortir de mes cachettes. Nous nous retrouvâmes sur le boulevard d'Angleterre qui va de l'avenue du Maréchal-Foch à la côte de Tourventouse, dominant la plaine au fond de laquelle coule l'Orb. C'était en même temps l'avenue qui conduit au Cimetière-Vieux. Elle était plutôt mal éclairée la nuit, la circulation y était très faible, et l'on pouvait voir venir loin devant et loin derrière, ce qui était indispensable pour la sécurité.

Montagné, alias Mistral, me déclara qu'il avait enfin reçu une réponse du parti communiste à la demande de rencontre que j'avais formulée et que cette réponse était

positive. Le rendez-vous était à fixer le plus tôt possible, le lieu proposé était la place qui se trouve devant la cathédrale de Saint-Nazaire qui dominait toute la plaine.

Cette place était accessible de deux côtés différents, et il y avait, en outre, une troisième voie qui, en empruntant un escalier, descendait vers la route de Murviel à travers un sentier traversant un talus de cent mètres environ. On pouvait voir venir de tous les côtés et s'échapper dans plusieurs directions si un incident survenait. J'acceptai le lieu et le rendez-vous et déclarai que la date fixée par les communistes serait la mienne. L'heure convenue était aux environs de dix-neuf heures. À ce moment-là, la place était totalement déserte, elle était d'ailleurs très peu fréquentée habituellement, mais à dix-neuf heures, la plupart des ménages étaient déjà rentrés chez eux à cause du froid et étaient en train de manger ce qu'ils avaient réussi à trouver au marché normal, ce qui était très maigre, ou au marché noir, ce qui était rare et cher.

Pour plus de sécurité, Montagné alias Mistral devait accompagner le communiste, car il était le seul à nous connaître tous les deux.

Le rendez-vous fut donc fixé pour un jour prochain, je ne me souviens plus si c'était deux ou trois jours après. À l'heure dite, Montagné alias Mistral arriva, précédant un homme légèrement plus âgé que moi sans doute, et qui se présenta comme responsable mandaté par le parti. Je lui déclarai que je souhaitais depuis un certain temps obtenir le contact avec lui, car il me paraissait nécessaire de coordonner nos actions au lieu d'agir séparément ou même de nous concurrencer, comme cela se produisait dans certains villages.

« Le parti n'y est pas hostile, me répondit-il ; mais que me proposez-vous de concret ? Nous avons besoin d'armes, pouvez-vous nous en fournir ?

— C'est probablement, lui dis-je, le point sur lequel nous sommes dans la même situation. Nous réclamons des armes à cor et à cri mais nous n'avons rien obtenu. Par contre, si vous envisagez un sabotage ou une action directe quelconque, je pense que vous pourriez nous prévenir pour que nous évitions toute interférence involontaire qui mettrait en danger la sécurité de vos hommes et des nôtres.

D'autre part, dans les petits villages où tout le monde se connaît, nos amis connaissent vos amis et vice-versa ; un certain nombre d'actions pourraient donc être envisagées en commun.

— C'est possible, me dit-il, mais nos amis sont tenus à plus de précautions que les vôtres, car les communistes sont recherchés par toutes les polices, y compris la police française qui, dans certains cas, est plus coulante à l'égard des résistants non communistes.

Êtes-vous prêt à entreprendre avec nous des actions contre les troupes allemandes pour récupérer des armes ? C'est de cette manière que les FTP sont parvenus à s'armer dans certaines grandes villes.

— C'est vrai, lui dis-je, mais vous n'ignorez pas à quel prix. Vous savez que les Allemands n'hésitent pas à prendre des otages et à les fusiller si des attentats contre des soldats ou des

CHAPITRE XIII

AVRIL - MAI 1944

Dessenne chef départemental des Corps francs de la Libération (CFL) – Les sabotages s'intensifient. – Deuxième tentative d'arrestation de Lanet par la Gestapo à Puisserguier. – Mort de Bouloc.

LE mois d'avril allait voir le début des sabotages dans notre département. Les parachutages allaient s'intensifier et nous permettre ainsi d'armer complètement non seulement nos équipes de sabotages, mais nos hommes.

Sur le seul terrain dénommé *Rabelais* près de Castelnau-de-Guers, cinq parachutages eurent lieu pendant le mois d'avril.

Un nouveau responsable régional des services d'action et de parachutage qui se faisait appeler Autain (de son vrai nom de Riaucourt) prit en main le service et son efficacité en fut accrue. J'eus personnellement quelques accrochages avec lui à propos de l'éternelle question de l'organisation cloisonnée car il appliquait parfois les consignes à la lettre et admettait difficilement que nous intervenions dans la répartition des armes et des explosifs quand les parachutages avaient lieu.

Il convint enfin, au bout de quelque temps, qu'il n'était pratiquement pas possible dans les villages de dissocier les équipes de parachutages des effectifs de l'Armée secrète.

Comme nous avions plusieurs terrains dans notre département, les transports d'armes ne posaient plus beaucoup de problèmes, car la répartition se faisait dans les villages avoisinant chaque terrain.

Le dépôt qui avait servi au premier parachutage transporté de **Saint-Gaudens** était utilisé chaque fois que nous avions à faire transiter des armes et du matériel vers une destination proche de la ville.

C'est ainsi que Jean Durand organisa un transport de Béziers à Poilhes afin de pouvoir armer le secteur de Capestang. Les armes et les explosifs furent transportés à vélo sur le porte-bagages dans de gros sacs vers le domicile de Jean Montagné, garde canal. Montagné précédait Durand d'une centaine de mètres, ils roulaient tous les deux sans éclairage, connaissant parfaitement le pays.

Montagné fut arrêté par les gendarmes qui lui demandèrent ce qu'il transportait dans ce gros sac. Il déclara qu'il s'agissait de bombonnes de vin.

Durand vit de loin son camarade arrêté par les gendarmes et s'apprêtait à intervenir, au besoin par les armes, en cas d'arrestation. Il s'approcha du groupe et fit part aux gendarmes de ses ennuis d'éclairage ; on se met à parler et le gendarme qui a reconnu Jean Durand semble avoir compris... le sac ne sera pas contrôlé. Le matériel sera entreposé comme prévu chez Jean Montagné. Il pourra alimenter les communes de Poilhes, Nissan et Capestang.

C'est dans le courant de ce mois d'avril 1944 que Torcatis alias Bouloc mit en place son organisation régionale des GF qui allaient prendre le nom de CFL – Corps francs de la Libération.

Au début du mois Bouloc fait connaître à Dessenne, Corbières alias Callamb, dont la maison, 2 rue Adolphe-Adam, va abriter plusieurs fois les réunions des CFL. Le 9 avril Bouloc rencontre chez Corbières, Dessenne à qui il présente son adjoint Charles, un Lyonnais.

Au cours de cette réunion Bouloc fait part à Dessenne qu'il l'a désigné comme chef départemental de l'Hérault.

Pour les autres départements les responsables seront :

Tarn – Tabaries alias Louis
Aveyron – Dalou alias Dick
Pyrénées-Orientales – Druge
Lozère – Rodière alias Tricoire.

Il n'existe rien dans l'Aude pour le moment.

Mais par contre, il y a des équipes spéciales itinérantes dont les principaux membres seront Raoul (qui vient du groupe Cabrol), Le Mousse, Paul, Jules, Michéy, Dulauray.

Dessenne reçoit les instructions immédiates de Bouloc : constituer rapidement un groupe dans l'Aude, et instruire rapidement Druge à Perpignan sur la manipulation des explosifs et la confection d'une bombe.

Quelques jours plus tard Dessenne constituera une équipe GF à Narbonne dont le responsable sera René Albira recommandé par Broudet.

Le 17 avril une équipe de Nissan dont le chef est Mailhac réalisera à l'aide de plaques incendiaires une opération contre un train allemand qui transportait du fourrage. Les plaquettes furent jetées dans le fourrage du haut du pont du hameau de Périès qui enjambe la voie ferrée à cet endroit là.

À son arrivée en gare de Béziers, le train sera en flammes.

Le 20 avril Dessenne va à Laurens où il prend contact par le canal de Broudet qui l'accompagne avec Aimé Fontès, le responsable local de l'AS.

Une équipe de CFL est constituée avec Raphaël, Austry, César et Jean Marc, plus les deux fils de Raphaël : Couderc qui deviendra le gendre de Fontès et Tiquet à qui sera confié la responsabilité de l'équipe Groupe franc de sabotage¹.

1. Le « Récit de mon activité clandestine pendant l'occupation allemande » écrit par Pagès alias Dessenne

CHAPITRE XIV

JUIN 1944

La situation politique de la Résistance à la veille du débarquement et les rapports entre l'échelon régional et l'échelon départemental.

AVANT de poursuivre plus avant le récit des événements qui se produisirent à partir du 1^{er} juin 1944, il me paraît important de consacrer ce chapitre à l'évolution politique de la Résistance dans le département qui m'était confié, c'est-à-dire R3-2, et à l'échelon régional dont les décisions avaient une influence directe et décisive sur toutes nos actions.

J'ai relaté en son temps l'arrivée de Lecire en tant que délégué militaire régional (DMR) et indiqué à quel point sa venue avait été bénéfique pour nous tant sur le plan des armes que sur celui de l'action.

En avril, il quitta notre région et fut remplacé par Cambas alias Trapèze et son adjoint Jacques Picard alias Sultan.

J'ai déjà eu l'occasion de signaler au cours des pages qui précèdent les différences de conception ou de tempérament qui nous opposèrent aux communistes ou aux responsables de l'Action ouvrière.

Je dois aussi à la vérité de dire que depuis le mois d'octobre la venue du DMR avait créé une certaine dualité. Les relations entre l'AS régionale dont le chef était Chauliac et nous-mêmes étaient toujours très bonnes, par contre il n'en allait pas de même sur le plan des MUR où Bène, Raynaud et moi-même avons eu souvent des discussions parfois orageuses avec de Chambrun qui se faisait appeler à ce moment là Rosay.

En effet nous avons de plus en plus l'impression au cours de chacune des réunions régionales ou départementales auxquelles nous avons participé que de Chambrun avait tendance à favoriser l'Action ouvrière de son ami Suberville-Janvier dans le département, ou bien l'action des communistes en essayant de désigner à certains échelons des sympathisants communistes.

Dès la venue de Trapèze dans notre département Bène et moi avions tendance à nous appuyer, pour notre action, davantage sur les délégués militaires que sur de Chambrun car

les DMR nous permettaient une efficacité plus grande dans l'action alors que le responsable régional des MUR semblait se préoccuper beaucoup plus de l'action politique.

Au cours d'une entrevue que Bène et moi avions eu dans le courant du mois de mai avec le responsable du Front national, Mardon, celui-ci était allé jusqu'à nous déclarer :

« Ce qui nous intéresse, c'est la prise de pouvoir dans les villages et dans les villes. Nous ne rejoindrons pas les maquis car nous voulons être présents sur place lorsque les Allemands s'en iront pour pouvoir remplacer le régime mis en place par Vichy. »

L'affirmation était peut-être plus nuancée mais elle revenait à dire : battez-vous contre l'Allemand si vous voulez, nous ce qui nous intéresse c'est le moment où les Allemands s'en iront et où le régime s'effondrera.

Cela nous intéressait aussi, probablement beaucoup moins, car nous étions davantage portés vers la lutte armée que vers l'action politique. Je me souviens d'avoir répondu à Mardon :

« En somme vous nous dites : battez-vous et nous serons là pour tirer les marrons du feu à l'issue de la bataille. »

Il avait protesté contre la forme de mon propos qui restait entièrement valable sur le fond.

Il en était de même à l'échelon régional où nous sentions bien que peu à peu les préoccupations politiques prenaient tous les jours une importance plus grande que les préoccupations militaires dont on laissait de plus en plus la charge aux Alliés.

Et pourtant, nous étions convaincus, pour notre part, que notre action politique au lendemain de la Libération ne se justifierait aux yeux de la population qu'en fonction de notre action dans la Résistance.

C'était donc dès ce moment-là qu'un réel divorce se produisit entre la direction régionale des MUR et notre échelon départemental à Béziers.

C'est dans le courant du mois d'avril ou de mai que nous avons été informés de l'arrivée dans notre région du commissaire de la République Jacques Bounin que nous connaissions alors sous le nom de Noël.

Par la suite le préfet de l'Hérault avait aussi été désigné ; il s'agissait de M. Weiss avec lequel des contacts furent établis par la suite.

L'administration civile commençait donc à se mettre en place ; l'intendant régional de police avait déjà été désigné en la personne de Gibard, le chef régional du NAP.

Ce que nous ne savions pas à l'époque, c'est que de Chambrun avait tenté vainement de se faire désigner comme commissaire de la République, ce qui lui eut permis de contrôler étroitement toute la région de Montpellier tant sur le plan civil que militaire.

Nous nous trouvions donc en fait à la veille du débarquement dans une situation assez curieuse. En tant que responsables MUR, Bène et moi, dépendions de l'échelon MUR régional, c'est-à-dire de Gilbert de Chambrun ; en tant que responsable de l'Armée secrète, j'étais toujours en liaison avec Chauillac dont le rôle commençait à devenir plus lointain car il avait été lui aussi contraint à la clandestinité totale ; mais la liaison avec le délégué

ÉTAT DES SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

Sources manuscrites (Archives départementales de l'Hérault)

Série J. — Fonds privés

Fonds Lanet

- 177 J 1 Dossier individuel : pièces d'état civil, photographies (1909 - 1974).
- 177 J 2 Scolarité (1921 - 1929).
- 177 J 3 Dossier militaire et décorations (1934 - 1962).
- 177 J 4 Activités professionnelles et retraite (1945 - 1974).
- 177 J 5 Campagne de juin 1940 et captivité en Allemagne : *Journal d'un captif*, correspondance (1942 - 1943).
- 177 J 6 Souvenirs personnels de la période de la guerre (1941 - 1945).
- 177 J 7 Résistance, organisation et structuration du Biterrois (1943 - 1944).
- 177 J 8 Résistance et clandestinité : faux papiers (1943 - 1944).
- 177 J 9 Rapports sur les forces politiques dans plusieurs communes du Biterrois (décembre 1943 - février 1944).
- 177 J 10-11 Mémoires de Joseph Lanet : notes préliminaires, versions manuscrites et dactylographiées, annotations de Francis Jouvin, documentation (1970 - 2009).
- 177 J 12 Photocopies de notes, rapports et circulaires de l'Armée secrète (1943 - 1944). « Récit de mon activité clandestine pendant l'occupation allemande » par Fernand Pagès, alias Dessenne (1974). Allocution prononcée au Mur des Fusillés à Béziers en octobre 1944 par Joseph Lanet. Articles et documentation sur la Résistance dans l'Hérault.
- 177 J 13 Incendie par les Allemands de la plâtrière de Creissan, refuge de Joseph Lanet (1944 - 1946).
- 177 J 14 Comité de Libération de Saint-Pons-de-Thomières : procès-verbal de la séance constitutive du 11 août 1944.
- 177 J 15 Comité de Libération de Béziers : procès-verbaux, correspondance (26 août - 30 décembre 1944).
- 177 J 16 *Béziers libre* (9 septembre - 2 décembre 1944).

NOTICES BIOGRAPHIQUES

AVEC CORRESPONDANCE ENTRE PATRONYMES ET NOMS DE GUERRE

ASHER (Serge), alias RAVANEL devenu son patronyme, GUSTAVE, PRESSENTIER, VERDUN, Charles GUILLEMOT, Lucien POISSON puis Marcel FEVAL (Paris, 12 mai 1920 - *id.*, 27 avril 2009). Chef national des Groupes francs, puis à partir d'avril 1944 chef du troisième bureau de l'état-major national des Corps francs de la Libération (CFL) et chef régional des CFL de la région de Toulouse. Le 6 juin 1944 il est nommé chef régional des FFI. Compagnon de la Libération, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945 avec palme, médaille de la Résistance avec rosette.

ASTIER, voir ROUBAUD.

AUBRY (Henri), alias AVRICOURT. Issu du mouvement Combat, il est responsable régional de la région R2 (Marseille) puis responsable national de l'AS. Après l'arrestation de MORIN-FORESTIER en mai 1943, il est nommé chef d'état major de l'AS.

AUTAIN, voir RIAUCOURT.

AVRICOURT, voir AUBRY.

BACOU (Paul), alias BARRAL. Chef de service à la mairie de Béziers.

BALENT, voir TORCATIS.

BARRAL, voir BACOU.

BARTHÈS, voir LANET.

BEFFRE (Gilbert), alias BERTRAND. Directeur des contributions directes au Bousquet-d'Orb et chef du maquis Bertrand.

BELOT, alias La VRILLE. Directeur de l'hôtel Belot à Saint-Pons.

BÈNE (Jean), alias GARAUD (Pézenas, 12 juillet 1901 - 26 avril 1992). Avocat de formation, il est élu maire de Pézenas en 1932. Révoqué par le gouvernement de Vichy, il s'engage dans la Résistance. Il sert au NAP à partir de 1942. Membre de l'Armée secrète, il est chef d'arrondissement du secteur Béziers-Saint-Pons au sein des MUR. Il rejoint le maquis Latourette et participe aux combats pour la libération de Béziers et Montpellier. Président du Comité départemental de la Libération, il redevient de 1945 à 1947 maire de Pézenas, siège qu'il occupera à nouveau de 1953 à 1977. Président du Conseil général de l'Hérault (1951-1979), il est aussi sénateur de l'Hérault de 1946 à 1971. Il est l'un des fondateurs du *Midi Libre*. Croix de guerre, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance avec rosette.

BÉNÉZECH (Paul), alias POITEVIN. Directeur du cadastre à Béziers, chef du secteur village jusqu'au 30 janvier 1944, jour de l'arrestation de l'équipe Carré.

BERNARD (Jean), alias LEGRAND (5 février 1898 - †). Vigneron, chef de l'équipe Plan vert d'Hérépian.

BERTRAND, voir BEFFRE.

BONALD, alias BONNET. Médecin à Béziers, responsable du service social dans la Résistance.

BONNET, voir BONALD.

BONNAFOUS (Bernard-Henri), alias ROBIN, RICHARD, puis RÉGIS (Paris, 18 avril 1918). Membre de Libération sud en R3, chef régional adjoint de l'Armée secrète. En mai 1944 il devient chef départemental des FFI de l'Aveyron. Croix de guerre 1939-1945 avec palme, officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance avec rosette.

BOULOC, voir TORCATIS.

BOUNIN (Jacques), alias NOËL (Paris, 26 mars 1908 - Nice, 10 décembre 1977). Ingénieur de l'école centrale des arts et manufactures, il est député des Alpes-Maritimes de 1939 à 1942. Il est l'un des fondateurs en zone Sud du mouvement Front national. Le 26 mai 1944 il est nommé commissaire de la République à Montpellier. Croix de guerre 1939-1945 avec palme, commandeur de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance avec rosette.

TABLE DES SIGLES

AS	Armée secrète
BBC	British Broadcasting Corporation
BCRA	Bureau central de renseignements et d'action
CDL	Comité départemental de Libération
CFL	Corps francs de la Libération
CGT	Confédération générale du travail
CNR	Conseil national de la Résistance
DCA	Défense contre avions
DMR	Délégué militaire régional
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FTP	Francs-Tireurs et partisans
FTPf	Francs-Tireurs et partisans français
GF	Groupes francs
MLN	Mouvement de Libération nationale
MUR	Mouvements unis de la Résistance
NAP	Noyautage des administrations publiques
ORA	Organisation de Résistance de l'armée
PCF	Parti communiste français
RAF	Royal Air Force
RAM	Régiment d'artillerie de montagne
ROP	Recrutement, organisation, propagande
SAP	Section des atterrissages et des parachutages
SOAM	Service des opération aériennes et maritimes
SOL	Service d'ordre légionnaire
STO	Service du travail obligatoire
UDSR	Union démocratique et socialiste de la Résistance

INDEX

- ABBAL (famille) : 20, 125, 130, 131, 132, 133, 134.
- ABBAL (Marie-Jeanne NICOLAS, épouse) : 130, 131.
- ABBAL (Marius) : 130, 131.
- ABBAL (Roger) : 129, 130, 131.
- Afrique du Nord : 51, 54, 55, 68, 94, 212.
- Agde (Hérault) : 39, 64, 69, 93, 102, 103, 104, 111, 133, 137, 157, 195, 214.
- Aigues-Vives (Gard) : 184, 197.
- AÏN : 39, 116, 125.
- Les Aires (Hérault) : 118.
- ALBERT, alias SIMON : 19.
- ALBERTINI (Auguste) : 201.
- Albi : 42.
- ALBIRA (René) : 154, 165.
- Alger : 16, 20, 51, 54, 197, 212, 214.
- Algérie : 16, 44.
- ALLAN (Tobias) : 139.
- Allemagne : 7, 13, 18, 25, 26, 66, 68, 79, 93, 122, 124, 170, 190, 203, 211.
- ALRANS : 166.
- Amérique du Nord : 11, 38.
- ANDRIEU (Albert) : 145, 167, 182.
- ANGEL : 157.
- Anglès (Tarn) : 72.
- Angleterre : 73.
- ARGELLIES (Roger) : 167.
- ARMAGNAC : 156.
- ARNAL : 157, 189.
- ASHER (Serge), alias RAVANEL : 207.
- ASTIER : Voir ROUBAUD.
- ASTIER de la VIGERIE (Emmanuel d') : 15.
- AUBRY (Henri), alias AVRICOURT : 44, 45, 46, 207.
- Aude : 21, 33, 46, 47, 154, 156, 177.
- Auschwitz (Pologne) : 210.
- AUSTRY : 154.
- AUTAIN : Voir RIAUCOURT.
- Auvergne : 67.
- Aveyron : 17, 18, 47, 57, 66, 67, 96, 117, 133, 154, 156, 169, 177, 195, 196, 197, 208, 210, 212.
- AVRICOURT : Voir AUBRY (Henri).
- Babeau-Bouldoux (Hérault) : 180.
- BABET, alias ROBERT : 127, 141.
- BABOT : 55, 64, 127, 133, 149, 150, 151, 166, 176, 180, 183.
- BACOU (Paul), alias BARRAL : 39, 180, 183, 196, 207.
- BACQUIE (lieutenant) : 197.
- BADIE (Vincent) : 15.
- BADOGLIO (Pietro) : 81.
- Bages (Aude) : 215.
- Balaruc (Hérault) : 135.
- BALENT : Voir TORCATIS (Louis).
- BALLINI : 156.
- BAPTISTE : 166.
- BARRAL : Voir BACOU (Paul).
- Bassan (Hérault) : 183.
- Basse-Yutz (Moselle) : 214.
- La Bastide (Hérault, commune de Bédarieux) : 182, 197.

- BAYLE : 56, 66, 81, 83, 95.
 BEC (docteur) : 198, 199, 200.
 Bédarieux (Hérault) : 5, 17, 21, 33, 36, 42, 46, 48, 56, 57, 63, 64, 76, 80, 89, 93, 95, 97, 118, 125, 129, 130, 133, 134, 135, 136, 137, 141, 142, 145, 147, 148, 155, 157, 162, 167, 176, 182, 183, 195, 197, 210, 213.
 BEFFRE (Gilbert), alias BERTRAND : 57, 76, 134, 164, 176, 183, 207.
 BELOT (Odette) : 23, 195, 197, 198.
 BELOT, alias La VRILLE : 195, 197, 208.
 BELVOYER : 156.
 BÈNE (Jean), alias GARAUD : 11, 17, 20, 21, 22, 55, 59, 65, 72, 110, 113, 133, 139, 155, 173, 174, 175, 179, 180, 181, 183, 184, 187, 191, 193, 194, 195, 196, 197, 208, VI.
 BÉNÉZECH (Paul), alias POITEVIN : 17, 18, 36, 39, 56, 59, 65, 72, 75, 79, 80, 85, 98, 101, 110, 113, 116, 117, 121, 122, 129, 133, 135, 208, 216.
 BERCHE (Fernand) : 135.
 BERNARD : 164.
 BERNARD (fils) : 182.
 BERNARD (Jean), alias LEGRAND : 145, 166, 182, 208.
 BERNARD (Louis) : 166.
 BERTRAND : Voir BEFFRE (Gilbert).
 BESSIÈRES : 134, 148, 176.
 BÉZIAT : 129.
 Béziers (Hérault) : 5, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 28, 31, 32, 33, 34, 36, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 46, 48, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 59, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 72, 75, 79, 80, 81, 83, 84, 85, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 101, 102, 105, 113, 114, 116, 117, 118, 121, 122, 125, 126, 128, 129, 130, 131, 133, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 147, 148, 149, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 168, 171, 172, 174, 175, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 187, 188, 189, 190, 193, 196, 197, 198, 200, 201, 202, 203, 205, 207, 208, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, III, IV, VI.
 Bézis (Hérault, commune de Saint-Étienne-d'Albagnan) : 143.
 BILLAC, alias JEANNOT : 128, 129.
 BIZE : 106.
 Bize-Minervo (Aude) : 118.
 BLANC : 156.
 Blesle (Haute-Loire) : 83, II.
 Bonald (docteur), alias BONNET : 61, 62, 72, 187, 188, 189, 202, 208, III.
 BONNAFOUS (Bernard-Henri), alias ROBIN, RICHARD, RÉGIS : 57, 122, 208.
 BONNET : Voir BONALD (docteur).
 Bordeaux : 11, 182.
 BOULOC : Voir TORCATIS (Louis).
 BOUNIN (Jacques), alias NOËL : 174, 177, 195, 208.
 BOURDEL : 64, 133, 176, 184, 185, 186.
 BOURDET (Claude) : 71.
 BOUSQUET (Noël) : 131, 155, 168, 169.
 Le Bousquet d'Orb (Hérault) : 57, 117, 134, 141, 147, 164, 176, 183, 195, 207.
 BOYER (André) : 214.
 Brême (Allemagne) : 25, 26.
 BRIDOUX : Voir DAU (André).
 BRIDOUX (général) : 16.
 BRINGET, alias MYRIEL : 140, 209.
 BROUDET (Jean), alias PAYOT, JOSEPH : 41, 72, 139, 140, 154, 163, 184, 194, 196, 202, 209.
 BRUN (Gilbert) : 113, 114, 115, 116.
 Buchenwald (Allemagne) : 105, 129, 210, 211, 213.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
PROLÉGOMÈNES	11
PRÉFACE	13
CHAPITRE PREMIER – FÉVRIER 1942 <i>« Ta mission sera d'organiser dans ce département l'Armée secrète »</i>	25
CHAPITRE II – MARS - JUILLET 1942 <i>L'organisation se met en place à Béziers</i>	31
CHAPITRE III – AOÛT - NOVEMBRE 1942 <i>L'organisation s'étend aux villages. – Rencontre avec Henri Frenay, représentant national de Combat.</i>	41
CHAPITRE IV – LE DÉBARQUEMENT EN AFRIQUE DU NORD NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1942 <i>Occupation de la zone libre. – L'organisation se complète.</i>	51
CHAPITRE V – JANVIER - MARS 1943 <i>Lanet change de pseudonyme. – Création de la milice et du STO.</i>	59
CHAPITRE VI – MARS - JUIN 1943 <i>Premières arrestations. – Création des MUR. – Le contact avec Londres est établi. – Difficultés d'organisation région-département.</i>	71
CHAPITRE VII – JUIN - SEPTEMBRE 1943 <i>Le Plan vert se met en place. – Création des Groupes francs (GF). – L'organisation s'étend à la police. – Mussolini est destitué. – Stalingrad. – Débarquement en Sicile et paix avec l'Italie.</i>	79

234 MÉMOIRES DE RÉSISTANCE

CHAPITRE VIII – 21 AOÛT 1943	83
<i>Première tentative d'arrestation par la Gestapo. – Lanet entre dans la clandestinité totale et devient Barthès.</i>	
CHAPITRE IX – SEPTEMBRE - NOVEMBRE 1943	93
<i>Libération de la Corse. – Attaque du Pavillon populaire à Montpellier. – La diffusion du journal Combat. – État des lieux à Agde et Narbonne. – Contrôle dans le train pour Perpignan. – Lanet devient Guiraud.</i>	
CHAPITRE X – DÉCEMBRE 1943	107
<i>Le problème des armes. – Premier contact avec les communistes.</i>	
CHAPITRE XI – NOVEMBRE - DÉCEMBRE 1943	113
<i>Mission à Saint-Gaudens : la Résistance a enfin des armes. – L'organisation devient opérationnelle. – L'équipe Jean de Limoges. – Recrutement à la Croix-Rouge. – Les Allemands sur la défensive.</i>	
CHAPITRE XII – JANVIER - MARS 1944	125
<i>Action au dépôt SNCF de Béziers. – Bouloc à la tête des Corps francs régionaux. – Exécution de Mazaurio à Sète. – Arrestations au café des Entrepreneurs. – Arrestation de la famille Abbal. – Réorganisation de l'AS. – Arrestation de Jacqueline. – Jouvin responsable du Plan vert. – Arrestations à Narbonne. – Bouloc nommé Dessenne chef des Corps francs en R3-2. – Premier parachutage sur le terrain Pascal, autre sur terrain Rabelais : le secteur Béziers-est, Bédarieux, Pézenas est armé. – Mouly responsable départemental de la Résistance-Fer. – Lanet devient Barthès.</i>	
CHAPITRE XIII – AVRIL - MAI 1944	153
<i>Dessenne chef départemental des Corps francs de la Libération (CFL) – Les sabotages s'intensifient. – Deuxième tentative d'arrestation de Lanet par la Gestapo à Puisserguier. – Mort de Bouloc.</i>	
CHAPITRE XIV – JUIN 1944	171
<i>La situation politique de la Résistance à la veille du débarquement et les rapports entre l'échelon régional et l'échelon départemental.</i>	
CHAPITRE XV – 6 JUIN 1944	179
<i>Le jour J. – Débarquement en Normandie. – Activation du Plan vert. – Le combat de Fontjun. – Représailles allemandes à Capestang.</i>	

TABLES DES MATIÈRES	235
CHAPITRE XVI – JUIN 1944	191
<i>Le maquis de Ferrières-Poussaron.</i>	
ÉPILOGUE	193
ÉTAT DES SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	203
NOTICES BIOGRAPHIQUES AVEC CORRESPONDANCE ENTRE PATRONYMES ET NOMS DE GUERRE	207
TABLE DES SIGLES	219
INDEX	221
TABLE DES MATIÈRES	233